



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



Promouvoir la nutrition infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre

Séminaire parlementaire inter-régional co-organisé par l'Union interparlementaire (UIP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en collaboration avec alive&thrive et le soutien de l'Assemblée nationale du Burkina Faso

27-29 juin 2017, Ouagadougou (Burkina Faso)

NOTE D'ORIENTATION

PRESENTATION GENERALE

Les impacts socio-économiques et sanitaires du retard de croissance

A l'échelle mondiale, la dénutrition est l'un des problèmes les plus sérieux et les plus négligés dans la santé publique et le développement. Elle provoque 45 pour cent de tous les décès survenus chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Pour les enfants qui survivent, les dommages qu'elle entraîne dans leur développement physique et cognitif sont irréversibles. La taille d'un enfant de cinq ans présentant un retard de croissance est inférieure de plusieurs centimètres à une taille normale. Les enfants atteints de retard de croissance sont plus vulnérables aux maladies : ils ont jusqu'à cinq fois plus de risque de mourir de diarrhée qu'un enfant bien nourri. Autre point très important, ces enfants n'atteindront jamais leurs pleines capacités cognitives, auront un QI inférieur, auront une scolarité plus courte que les autres enfants et gagneront jusqu'à 10 pour cent de moins tout au long de leur vie.

La malnutrition et le retard de croissance qu'elle entraîne enferment les familles, les collectivités et la nation toute entière dans un cycle de pauvreté. C'est pourquoi la prise en compte du retard de croissance est considérée comme fondamentale pour atteindre les engagements nationaux par rapport aux programmes mondiaux, y compris au moins huit objectifs de développement durable et les cibles de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé. Dans de nombreux pays, la prise en compte du retard de croissance est également considérée comme une étape fondamentale dans le respect des engagements liés à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

La Banque mondiale estime que les pays concernés par la dénutrition perdent de ce fait au moins deux à trois pour cent de leur produit intérieur brut ainsi que des milliards de dollars en salaires et en dépenses de santé qui auraient pu être évitées. Point encourageant, la lutte contre la malnutrition est l'un des investissements les plus rentables qu'un pays puisse faire. En 2008, le Consensus de Copenhague – qui réunissait un groupe d'éminents scientifiques et économistes, dont plusieurs lauréats du prix Nobel – a établi, sur la base d'une analyse coût/bénéfice, que la lutte contre la dénutrition représentait le meilleur investissement possible pour le développement. Pour ces spécialistes, cinq des dix réponses les plus efficaces aux défis mondiaux sont étroitement liées à la lutte contre la dénutrition.

Récemment des preuves additionnelles ont émergé (*The Cost of Hunger in Africa; How Much Will it Cost?*, Banque mondiale, 2010 ; *Hunger and Malnutrition*, Hoddinott et al, 2012) et ont renforcé le retour sur investissement élevé des programmes de nutrition.

Situation de la nutrition infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre

Selon les estimations, chaque année environ 1 million d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies liées à la dénutrition dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Parmi les 15 pays au monde ayant les taux de mortalité les plus élevés chez les enfants de moins de cinq ans, 11 se trouvent dans ces deux régions. La prévalence du retard de croissance infantile atteint ou dépasse les 40% dans huit pays de ces deux régions.

Les dernières estimations font état de la baisse du taux de retard de croissance de 36,6% en 2010 à 34,9 pour cent en 2016 (estimations mondiales conjointes UNICEF/OMS et Banque mondiale) comme illustration des bonnes pratiques au Ghana et au Libéria. Toutefois, seuls trois des 24 pays de ces deux régions sont en voie d'atteindre la cible fixée par l'Assemblée mondiale de la Santé liée au retard de croissance (40 pour cent de réduction du nombre d'enfants présentant un retard de croissance d'ici à 2030). Malgré tout, le nombre total des enfants touchés par ce fléau a augmenté dans l'ensemble des deux régions au cours des 20 dernières années. De même, de lents progrès ont été réalisés pour les autres objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé.

Action mondiale contre la malnutrition infantile : le rôle essentiel des parlements

La contribution des parlements est cruciale pour lutter contre le retard de croissance. Ils disposent, en effet, du pouvoir de légiférer et de réglementer, d'influer sur l'orientation des plans de développement nationaux, de déterminer les budgets nationaux et les allocations, de contrôler et de superviser la façon dont le gouvernement (c'est-à-dire l'exécutif) honore ses engagements en matière de respect des droits de l'enfant et de l'amener à rendre des comptes. Ils peuvent en outre se servir de leur position de leaders d'opinion respectés pour sensibiliser les populations à de saines pratiques alimentaires.

Concrètement, les parlements peuvent voter des lois limitant la commercialisation des substituts du lait maternel, instaurer des prestations de protection de la maternité, encourager les programmes d'apport de micronutriments, intensifier les programmes de promotion, de protection et d'appui de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ou encore comparer les taux de retard de croissance et d'émaciation dans leur pays aux taux de référence.

Au cours des dernières années, des parlementaires ont pris des mesures pour soutenir et influencer la performance des programmes nutritionnels dans leurs pays. Le Réseau de nutrition au sein des parlements a été mis en place avec des objectifs très clairs et des actions spécifiques ont été entreprises, comme par exemple des réunions préparatoires spéciales en prévision de la discussion budgétaire au Tchad, un plaidoyer de haut niveau mené par Roots of Life (réseau de nutrition au sein du Parlement au Cameroun), l'engagement direct des parlementaires à lutter contre la fuite des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) en Sierra Leone et au Tchad, ainsi que des questions très pertinentes au Gouvernement par les parlementaires au Burkina Faso.

Réunion régionale de mobilisation des parlementaires en faveur de la nutrition

La science le montre clairement et les bénéfices potentiels sont importants : les pouvoirs publics doivent impérativement investir dans des programmes de prévention des retards de croissance afin de prévenir leur impact sur les investissements consentis dans l'éducation, la santé et la protection infantile.

Afin de mobiliser les parlements nationaux à entreprendre des actions contre la malnutrition, l'UIP, UNICEF et *alive&thrive* se proposent de réunir des parlementaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour un séminaire de deux jours et demi – du 27 au 29 juin 2017 à Ouagadougou – pour examiner les dernières données relatives au retard de croissance et ses répercussions, et aux politiques et programmes éprouvés en matière de lutte contre le retard de croissance, ainsi que pour renforcer les capacités au moyen de stratégies, d'outils et d'actions pratiques auxquels les parlementaires peuvent recourir pour agir en urgence dans leurs pays contre ce fléau.

Le séminaire visera également à sensibiliser les parlementaires et le personnel des parlements aux questions de malnutrition et de retard de croissance, ainsi qu'aux effets préjudiciables que ces fléaux peuvent avoir sur le développement de leurs pays.

Les participants pourront échanger et tirer profit de leurs expériences mutuelles et des conseils d'experts internationaux en la matière. Ils partageront leurs perspectives et connaissances sur la façon dont les parlementaires peuvent contribuer le plus efficacement à la réduction de la malnutrition et du retard de croissance. Outre les parlementaires, les participants comprendront des acteurs de la société civile, qui peuvent leur fournir des données pertinentes et collaborer avec eux pour une plus grande responsabilisation.

Au terme des travaux, les participants auront acquis une bonne compréhension de leur rôle et des opportunités en faveur de la nutrition. Ils seront également encouragés à choisir deux actions à mettre en œuvre pour faire progresser le programme de sécurité nutritionnelle dans leurs pays respectifs avec le soutien de partenaires. Le séminaire sera orienté sur les actions que les parlementaires devront entreprendre – dans le cadre de leurs prérogatives, notamment la législation, le contrôle et le vote du budget – pour contribuer à réduire la prévalence de la malnutrition. Ces actions pourraient inclure :

Législation	Planification	Budget
Adopter ou mettre en œuvre le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (ou norme semblable)	Mobiliser les parlementaires et commissions parlementaires concernés (finance, santé, femmes et enfants, agriculture, affaires sociales) en vue d'entreprendre des actions en faveur du changement	Sensibiliser le Ministère des finances, le Ministère de la planification et des investissements ainsi que d'autres ministères compétents à prévoir des lignes budgétaires en faveur de la nutrition au sein de leurs différents départements
Adopter une loi en faveur des prestations de maternité à l'échelle nationale	Utiliser et encourager les systèmes nationaux d'information et de collectes de données pour susciter et suivre les progrès, y compris ceux liés à la mise œuvre des cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé et des ODD en faveur de la nutrition	
Adopter des mesures juridiques pour appuyer et améliorer les compléments alimentaires produits localement		
Appuyer la mise en œuvre de la récente recommandation contre la commercialisation des aliments malsains destinés aux enfants	Examiner les rendements par rapport aux indices et indicateurs relatifs à la nutrition, ainsi que les allocations de ressources	

L'ordre du jour de ce séminaire comprendra également une visite d'étude sur les activités locales de promotion de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants à Ouagadougou et aux alentours, des témoignages d'engagement parlementaire en faveur de la nutrition via la vidéo en direct et les réseaux sociaux, et l'élaboration d'un éventuel document final (par exemple, une déclaration régionale ou un plan d'action) afin de résumer les résultats relevés et les engagements pris lors de la réunion.

L'UIP invitera les parlements de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à envoyer des délégations à ce séminaire auquel sont attendus des représentants d'une vingtaine de parlements nationaux et des deux parlements régionaux.